

Burundi : un journaliste tué avec sa famille à Bujumbura, un autre détenu en RDC

@rib News, 14/10/2015 â€“ Source AFP Un journaliste de la Radio-télévision nationale burundaise (RTNB), sa femme et deux de leurs enfants ont été tués lors d'une opération des forces de l'ordre dans un quartier contestataire de Bujumbura, a-t-on appris mercredi auprès d'habitants de la capitale. Par ailleurs, un journaliste burundais d'une radio interdite dans son pays était détenu en République démocratique du Congo après avoir participé à une mission de Burundi diffusée depuis la RDC, d'après des sources concordantes. A Bujumbura, au moins six personnes, dont un policier, ont été tuées mardi dans des violences dans le quartier de Ngagara majoritairement opposé au pouvoir du président Pierre Nkurunziza, selon le porte-parole de la police burundaise, Pierre Nkurikiye.

Ce bilan est contesté par de nombreux habitants, qui accusent les forces de l'ordre d'avoir "massacré" au moins sept civils. Selon le message publié sur le compte Twitter du porte-parole de la police, deux policiers auraient été enlevés par des "insurgés" à Ngagara. Un policier a été tué et l'autre grièvement blessé par balle. La police est intervenue et tué cinq personnes au cours d'affrontements qui ont suivi, toujours selon M. Nkurikiye. Un troisième policier, enlevé, a été retrouvé sain et sauf, a-t-il poursuivi. Mais d'après plusieurs habitants, les hommes de l'API, sorte de garde présidentielle, se sont livrés à "un véritable massacre" dans le quartier 3 de Ngagara, où ils ont "exécuté" de balles la tête et dans la poitrine au moins sept civils. Parmi eux, le cameraman de la RTNB Christophe Nkezabahizi, tué en compagnie de sa femme et de deux de ses enfants, une fille de 16 ans et un garçon de 14 ans. Ce journaliste d'une soixantaine d'années et les siens ont été tués à bout portant à leur domicile, ont assuré des voisins. Le Burundi a plongé dans une grave crise politique depuis l'annonce fin avril de la candidature du président Nkurunziza à un troisième mandat qui, selon l'opposition, la société civile et une partie de son propre camp, viole la Constitution et l'accord d'Arusha ayant mis fin à la guerre civile (1993-2006). Depuis la réélection de M. Nkurunziza en juillet, les violences se sont intensifiées, avec des assassinats de personnalités des deux camps, des attaques contre la police et des exécutions sommaires. En République démocratique du Congo voisine, les autorités détenaient mercredi un journaliste burundais ayant collaboré à une mission de radio sur son pays diffusée à partir de l'est de la RDC. M. Mwegeme Mwemero, la Radio publique africaine (RPA), la plus écoutée du Burundi avant d'être interdite, a été arrêté mardi avec deux journalistes congolais de la radio Le Messenger du Peuple, a déclaré Mutere Kifara, directeur de cette radio communautaire émettant du Sud-Kivu, à la frontière burundaise. Le journaliste et le technicien du Messenger du Peuple ont été libérés mercredi mais pas M. Mwemero, selon M. Kifara. Selon ce dernier, les trois journalistes réalisaient, dans le cadre d'un "partenariat" avec la RPA, un magazine d'information sur le Burundi diffusé chaque jour depuis le 5 octobre sur l'antenne du Messenger du Peuple. Bernadette Masoka, ministre provinciale de l'Information pour le Sud-Kivu, a confirmé leur arrestation "pour des raisons sécuritaires". "C'est le journaliste burundais qui est le plus concerné car depuis un temps il se tient des propos qui menacent sérieusement la paix au Burundi", a-t-elle dit. Accusée par le pouvoir d'être d'opposition, la RPA avait été fermée fin avril et avait réouvert brièvement en mai avant que ses installations ne soient détruites par l'armée. La quasi-totalité de ses journalistes sont aujourd'hui en exil.